



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1850

Texte de la question

CROISSANCE

M. le président. La parole est à Mme Laure de La Raudière, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Laure de La Raudière. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Nous devons partager un constat : il n'y a pas eu de croissance en France au premier trimestre, alors que l'Allemagne a enregistré une croissance économique de 0,8 %. L'INSEE a malheureusement confirmé, jeudi dernier, que tous les signaux de l'économie française étaient au rouge : la consommation des ménages baisse de 0,5 % à cause de votre politique dite de « l'assommoir fiscal » ; le pouvoir d'achat des Français a baissé de 0,6 point ; l'investissement recule plus que prévu, de 0,9 %, car votre politique ne donne pas confiance aux entrepreneurs et aux décideurs.

Alors, monsieur le Premier ministre, où est le retournement promis par François Hollande ? On aurait pu penser que ces mauvais résultats sonnent enfin une prise de conscience de votre Gouvernement. Au lieu de cela, votre ministre des finances, Michel Sapin, déclare simplement que « ce n'est pas grave » ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Guy Geoffroy. Extraordinaire !

Mme Laure de La Raudière. Nous constatons tous ici l'incroyable légèreté avec laquelle vous prenez ces nouvelles. Monsieur le Premier ministre, il y a urgence ! Au lieu de voter des lois qui imposent encore plus de contraintes aux entreprises, comme le font certains articles de la loi relative à l'économie sociale et solidaire, au lieu de prendre des décrets qui font fuir les investisseurs étrangers de France, au lieu de faire un pas en avant et surtout deux pas en arrière pour la compétitivité de notre pays, quand allez-vous cesser d'étouffer les Français par plus de règles, plus de lois, plus d'impôts ? Quand allez-vous enfin adopter les mesures courageuses et nécessaires que nos voisins européens ont prises depuis déjà plusieurs mois ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Madame la députée, les chiffres du premier trimestre - puisque ce sont ceux que vous venez de commenter - ne sont pas au niveau que nous pourrions tous souhaiter. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mme Claude Greff. C'est pas grave !

M. Philippe Gosselin. Pas au niveau, c'est le moins que l'on puisse dire !

M. Michel Sapin, ministre. Toutefois, ces chiffres sont-ils fondamentalement différents de ceux de nos voisins européens ? Ainsi, vous auriez pu citer ceux de l'Italie – ils sont négatifs –, ou ceux des Pays-Bas – ils sont très négatifs. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Frédéric Reiss. Mais là, c'est de la France que nous parlons !

M. Philippe Cochet et M. Patrice Verchère. Cela fait deux ans que vous êtes au pouvoir !

M. Michel Sapin, ministre. Ce qu'il faut déduire de ces chiffres, c'est que nous aurions besoin, dans l'Europe tout entière – il y a bientôt des élections européennes, je le rappelle –, d'une politique de croissance destinée à l'ensemble du continent européen, qui permette à chacun de nos pays de s'asseoir sur quelque chose de solide et de puissant (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Patrice Verchère. Facile à dire !

M. Michel Sapin, ministre. Nous avons besoin de cette politique de croissance, et seuls ceux qui sont porteurs de cette ambition de croissance au niveau européen peuvent apporter des réponses positives pour l'Europe et pour notre pays.

Au demeurant, la situation que nous connaissons ne remet nullement en cause – le Fonds monétaire international, l'OCDE et l'Europe le confirment – nos prévisions de croissance pour l'année 2014.

M. Philippe Meunier. Vous êtes mauvais !

M. Michel Sapin, ministre. Nous visons toujours 1 % de croissance, ce qui est un peu mieux, mais pas suffisant. C'est pourquoi, comme vient de le dire le Premier ministre, nous devons rapidement traduire sous la forme de mesures concrètes le pacte de responsabilité.

Oui, c'est en permettant aux entreprises d'investir et d'embaucher davantage ; oui, c'est en faisant en sorte que les ménages les plus modestes retrouvent du pouvoir d'achat ; oui, c'est en finançant l'ensemble de ces mesures par des économies – et non par des augmentations d'impôts, comme l'a fait la précédente majorité – que nous retrouverons le chemin de la croissance ! Nous devons approfondir et accélérer dans ces directions, pour plus de croissance en France ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC. –Huées sur les bancs du groupe UMP*)

Données clés

Auteur : [Mme Laure de La Raudière](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1850

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [21 mai 2014](#)